



Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional
El Salvador, Centro América

Bulletin mensuel d'information de la Représentation Officielle du FMLN

PARIS, FRANCE

MAI/JUIN 1991

[n° 4?]

 **Venceremos**
SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Editorial	2
<i>Entrevue du Commandant LEONEL GONZALEZ</i>	7
<i>Declarations du Comandant ANTONIO CARDENAL</i>	10
Transformer EL SALVADOR article du Comandant SCHAFIK JORGE HANDAL	20
EN BREF	25
anexo Acuerdos de Mexico	26

Pour tout renseignement auprès du FMLN, s'adresser à :

Esmeralda CARDENAS

FMLN

BOITE POSTALE 27301

75024 PARIS CEDEX 01

France

Tel. : (1) 46 71 12 90

Fax : (1) 49 60 85 80

Soutien à l'édition

du bulletin :

Paris CCP 1720992 Z

4°P. 13315

EDITORIAL

En janvier 1981, le Front Farabundo Marti pour la Liberation Nationale (FMLN) lancait une grande offensive generale qui marquait le declenchement de la guerre civile au Salvador.

Ce meme mois, Ronald Reagan remplacait James Carter a la presidence des Etats-Unis. L'offensive fut lancee le 10 et le nouveau regime republicain accedait au pouvoir 10 jours apres : le 20 janvier 1981.

La decision de lancer l'offensive militaire a cette date etait determinee par le fait que la nouvelle administration americaine appliquerait, a l'echelle regionale et mondiale, une politique tres conservatrice et militariste. Il etait necessaire qu'elle rencontre le peuple salvadorien et, de facon plus particuliere, le FMLN en position de lutte et non de retraite. Ce fut le veritable sens politique de cet evenement.

Un tres long et tres douloureux processus commencait alors au Salvador qui irait bien au dela de la decade des annees 1980. D'un cote, cette meme administration americaine surestimait ses ressources erronees et variees de grande puissance imperiale et d'autre part, l'importance de ses allies nationaux. Elle estimait que le conflit prendrait fin rapidement et pariait sur la solution militaire : le mouvement populaire serait aneanti rapidement et, dans quelques mois, la defaite de la guerilla.

Il s'agissait, en fait, du debut d'une nouvelle etape dans le long et difficile combat pour la paix, le developpement et la democratie au Salvador. Le FMLN affrontait un veritable defi. Durant tout ce temps, il aura a resoudre le probleme militaire dans un champ d'operations tres reduit (du a la petitesse du territoire et aux positions hostiles des pays frontaliers. le Guatemala et le Honduras) et face a une armee tres bien conseilee et equipee par les Etats-Unis. Il aura aussi a resoudre un tres grand nombre de problemes politiques de caractere national, regional au international - comme les changements en Europe de l'Est - qui ont survenu depuis mais qui etaient impensable alors.

Il y avait deux issues au conflit. L'une en etait le denouement par les moyens militaires de la defaite de l'un des deux belligerents; l'autre, un reglement politique par des negociations entre les deux parties. C'est-a-dire, negociations ou guerre. Ceci a toujours ete exprime de facon tres clair dans les propositions politiques du FMLN. Deja en octobre 1981, le FMLN, allie au Front Democratique Revolutionnaire (FDR) avait presente, par l'intermediaire de Daniel Ortega, coordonateur de la Junte de Reconstruction Nationale du Nicaragua. Les premieres propositions de conversations de

paix devant l'Assemblée Générale des Nations-Unies. Il lançait un appel aux Etats-Unis pour qu'ils cessent leur intervention militaire au Salvador. Depuis, le FMLN a fait des propositions reiterées pour une solution politique negociée.

Le Haut Commandement des Forces Armées et les secteurs les plus conservateurs de l'oligarchie, avec l'appui décisif des Etats-Unis, ont été les facteurs fondamentaux du pouvoir pour fermer la voie à une politique d'une solution negociée. Ceci a été une constante, y compris avant janvier 1981. Ils ont toujours conçu le conflit comme un problème militaire sans en évaluer la dimension socio-politique, source de la problématique nationale.

Dans les premiers jours de 1980, la première Junte, issue du coup d'Etat du 15 octobre 1979, et dirigée par Guillermo Ungom formait le cabinet le plus étendu et le plus pluraliste qui n'ait jamais été formé dans l'histoire politique de notre pays. Le cabinet tenta, sans succès, de changer ce sur quoi reposaient les bases du pouvoir politique depuis 1932 ; l'oligarchie, les Forces Armées et l'Ambassade des Etats-Unis.

Les forces démocratiques et de gauche renoncèrent. La Démocratie Chrétienne (DC) après son pacte avec le Haut Commandement de l'armée, s'est retrouvée seule au gouvernement formant ce qui fut appelé la Seconde Junte, rompant ainsi son alliance avec les forces démocratiques. En promouvant cet événement, les Etats-Unis voulurent aussi établir une nouvelle forme de pouvoir pour le Salvador : la Démocratie Chrétienne ; les Forces Armées et son Ambassade à San Salvador. C'est-à-dire que la DC, avec Napoleon Duarte défendant ce projet, remplacerait l'oligarchie dans la tripartie du pouvoir. Après 9 ans, ce projet aussi s'est effondré du à un événement politique contendant : la victoire de l'Action Républicaine Nationale (ARENA) - le parti de la riche oligarchie salvadorienne - aux élections de mars 1989. Certains commentateurs ont décrit ces élections comme la victoire d'ARENA sur la DC, c'est-à-dire contre le projet politique des Etats-Unis. Jusqu'à 1979, l'oligarchie, une force sociale économiquement très forte, avait délégué aux militaires la conduite de l'état.

L'administration de Reagan, et ensuite celle de Bush, affirmait que ce qui avait triomphé au Salvador c'était un projet de centre, un gouvernement démocratique situé entre les extrêmes de droite et de gauche. Les élections présidentielles de 1989 ont nettement présenté un haut degré de défaite du rôle et des objectifs contre-insurrectionnels assignés par les Etats-Unis.

En d'autres mots, le Salvador a vécu une longue période pendant laquelle le pouvoir a toujours été sous contrôle de l'oligarchie et du Haut Commandement de l'armée. Dans les années 80, il y a eu des tentatives de changer cette structure de pouvoir : durant un laps de temps qui va

d'octobre a decembre 1970 - sous la premier junte - et ensuite entre 1980-1989, avec la seconde junte.

La difference entre la premiere et la deuxieme junte est que la premiere etait une ample expression des forces politiques qui avait l'appui d'un groupe de jeunes militaires mais qui ne jouissait pas de l'appui des Etats-Unis. C'est a ce moment precis de l'histoire salvadorienne qu'il y a eut la derniere possibilite d'eviter le declenchement de la guerre civile.

La seconde junte est le resultat d'une negociation entre les Etats-Unis, les hauts chefs militaires - qui a ce niveau avaient repris le controle total des Forces Armees - et la direction de la DC.

Tout au long de cette period, de negociation ou de guerre, les organisations integrantes du FMLN realiserent leurs activites ou la lutte armee jouait un role dominant. L'objectif etait de faire echouer le projet politique concerté entre les Etats-Unis, les Forces Armees et la DC qui etait dirige a detruire le bloc des forces de gauche. En meme temps, les escadrons de la mort, lies a l'oligarchie et aux Forces Armees, executaient des massacres terribles contre les organisations populaires, les dirigeants politiques, y compris contre des personnalites religieuses comme Monseigneur Oscar Arnulfo Romero, archeveque de San Salvador.

Apres 10 ans, il a ete demontre que la voie militaire n'etait pas viable. Il est urgent de rechercher une solution politique. Malgre les difficultes, ce conflit est sur le point de se terminer par le moyen d'un reglement politique. Le 27 avril dernier, dans la ville de Mexico, s'est terminee la plus longue ronde de negociations qui se soit tenue entre le FMLN et le gouvernement sous la mediation des Nations Unies. Elle a dure trois semaines et s'est conclue par des accords politiques. Le plus important de ces accords, independamment de ses contenus, est qu'ils ouvrent une voie pour la fin de la guerre et qu'en plus qu'ils etablissent une reconnaissance importante des forces politiques et militaires de l'insurrection.

Cependant, ce processus de negociations est tres difficile - particulierement en ce moment ou il y a de veritables negociations de fond - car nous rencontrons de nouveau les forces opposees au changement social au Salvador, probleme de plus en plus urgent et qu'on ne peut reporter. La base de ce probleme est la democratisation du pouvoir politique.

Durant les negociations au Mexique, du 6 au 27 avril, il s'est produit au pays des phenomenes tres ponctuels qui definissent bien cette realite :

1. Du cote de l'oligarchie : nous observons, de la part de son aile la plus conservatrice, une intense activite contre les negociations et

specialement contre la reforme de l'article 248 de la constitution. La presse salvadorienne a publie l'article suivant : "cette espace est reservee pour inscrire le nom des dix deputes traitres qui ont avalide la reforme de l'article 248 de la constitution".

2.

Du cote du Haut Commandement de l'armee : une campagne militaire dans les zones sous controle de la guerrilla, y compris des operations speciales comme celle de l'embuscade ou est tombe Antonio Cardenal (Commandant "Jesus") avec 14 combattants le lendemain d'une conference de presse qu'il a tenu dans le village d'Arcatao, dans le departement de Chalatenango.

3.

Du cote des Etats-Unis : a peine terminee la guerre du Golfe, le General Colin Powell, chef de l'Etat Major conjoint de l'armee des Etats-Unis, se rendait au Salvador. Etant dans la region, le General Powell declarait que les negociations sont la voie pour resoudre les conflits mais que si elles echouaient il faudrait recourir a la force. Plus tard, arrivait aussi au pays, Bernard Aronson, sous-secetaire au departement d'etat pour les affaires de l'hemisphere. Quelques jours plus tard, devant le senat americain, Aronson accusait le FMLN d'etre responsable de l'incendie du journal "Diario Latino" a San Salvador, et l'informait que les Etats-Unis enverraient a l'armee salvadorienne une nouvelle flotte d'helicopteres plus modernes.

Le FMLN n'a pas atteint par les accords de Mexico ce a quoi il aspirait, du essentiellement a l'attitude tres fermee du gouvernement. Ces positions ont ete confortees par le visite du General Powell et de B. Aronson a San Salvador.

Les delegues des quatre partis representes a l'Assemblee legislative (parlement) dont la session se terminait le 30 avril dernier, se sont rendus a Mexico. Ils ont presente, pour discussion, a la delegation du FMLN, un projet de reformes de la constitution. Cette initiative a ete accueillie de facon constructive. Le parlement devait les adopter avant de terminer sa session, les a amendees et en a adopte seulement une partie.

Le probleme le plus important durant les negociations fut celui concernant les Forces Armees dans le texte constitutionnel. Dans sa constitution actuelle - adoptee en 1983 - les Forces Armees apparaissent dans l'article six, consacre aux organies du gouvernement, au cote des trois pouvoirs de l'etat : l'executif, le legislatif et le judiciaire. Ceci est inacceptable pour le FMLN. Dans tous les pays le moindrement democratiques, l'armee est subordonnee au pouvoir executif. Elle doit en outre accomplir les fonctions que lui donnent les autres pouvoirs formes democratiquement. Il est

attribue aux Forces Armees du Salvador des fonctions qui les transforment en un organe arme plus de pouvoir pour se substituer a l'ordre republicain et representatif de l'etat.

Selon la constitution, l'armee est le gardien du respect de la constitution et des lois, de la paix et du respect des Droits de l'Homme, de la souverainete et de l'integrete du territoire. Il n'y a pas d'organes qui ont autant de pouvoir. Les Forces Armees peuvent decider par elles-memes ce qui est ou non constitutionnel, ce qui constitue une menace permanente de coup d'etat ou de repression.

Dans la constitution de 1983, les Forces Armees ont obtenu un haut degre d'institutionnalisation de son pouvoir. Ceci fut peut-etre en compensation a ce qu'en meme temps, elles permettaient l'arrivee d'une residence civile. Les attributions aux Forces Armees devraient se limiter a defendre la souverainete nationale : l'integrete territoriale et l'alternance a la presidence de la Republique.

Dans les accords de Mexico, le FMLN a insiste a ce que l'avenir des Forces Armees demeure en suspend. Selon les accords de Geneve, signes le 4 avril 1990 et les accords de Caracas, signes un mois plus tard, le gouvernement et le FMLN se sont engages a tenir d'autres phases de negociations sur sept points politiques, qui conduiraient premierement a un cessez-le-feu et ensuite a l'arret definitif de la guerre.

Les positions intransigentes et recalcitrantes des secteurs qui ne veulent pas la paix surgissent justement au moment ou s'entrevoit la lumiere d'un nouvel aurore pour le peuple salvadorien. Cette fois-ci, il y a un vaste ensemble de forces qui veulent veritablement que ce nouveau jour arrive. Le FMLN fait partie de ce processus qui prend de plus en plus d'importance. Sans aucun doute, toutes les difficultes seront surmontees et dans la securite, le conflit se terminera, la paix se gagnera et un veritable processus democratique s'ouvrira au Salvador.

ENTREVUE DU COMMANDANT LEONEL GONZALEZ

"Tant que l'armee continuera a bombarder des villages, tant que des helicopteres lanceront des roquettes sur nos aires de controle, nous avons tout le droit d'utiliser les moyens qui sont a notre portee, depuis les armes d'infanterie jusqu'aux missiles", a affirme le Commandant guerillero Leonel Gonzalez.

"Comment est-il possible que cette armee, habituee a bombarder et a mitrailler, soit maintenant en train de pleurnicher parce que nous avons acquis la capacite d'abattre non seulement leurs helicopteres mais aussi leurs avions ; ceci nous permet de nous mesurer a armes egales sur le terrain du combat, nos unites de guerilla face a leurs forces operationnelles", a indique le membre du Commandement General du Front Farabundo Marti (FMLN).

"Nous utiliserons tout ce qui sera necessaire pour frapper leurs moyens aeriens" a-t-il precise - "ils sont en train d'utiliser massivement l'artillerie lourde pour bombarder nos zones, ou la population civile est affectee ; nous utiliserons donc aussi notre armement populaire d'artillerie en le dirigeant contre leurs casernes".

Leonel Gonzalez est le nom de guerre du maitre salvadorien Sanchez Ceren, ancien dirigeant syndical ; il est actuellement chef des Forces Populaires de Liberation (FPL) fondees en avril 1970. Les FPL ont des unites de guerilla dispersees sur tout le territoire salvadorien, mais leur principale base se trouve dans le departement de Chalatenango, au nord.

Pourriez-vous commenter trois succes du FMLN en 1990 ?

"L'annee 1990 a vue de nombreuses victoires politiques et militaires de notre peuple, qui ont assis les bases d'une voie vers de veritables negociations.

J'irais jusqu'a dire que les evenements fondamentaux qui se sont deroulee en 1990 sont la concertation de toute la nation et l'isolement du gouvernement de Cristiani, en particulier de ses forces armees. Cette concertation a pour base l'accord de tous les secteurs politiques et sociaux sur la necessite qu'il y a dans le pays, a redoubler d'efforts pour que les negociations dépassent le dialogue tactique, et deviennent des negociations strategiques qui apportent une solution au conflit guerrier.

Nous pouvons dire que la nation a fait sienne non seulement la solution politique negociee mais aussi le cadre dans lequel le conflit doit etre resolu.

C'est-à-dire que le resultat des negociations doit etre la solution aux problemes structuraux du pays, parmi lesquels principalement lesquels des forces armees.

Le deuxieme fait transcendant de 1990 est la signature, a Geneve, du mois d'avril d'accords entre le FMLN et le gouvernement sous les auspices des Nations Unies dans le but de chercher la fin de la guerre a travers les negociations. Aujourd'hui plus que jamais, notre lutte politico-militaire est rendue legitime.

Ce contexte qu'a atteint le processus de negociations, avec la participation des Nations Unies est plus serieux et tant le gouvernement que nous-memes y avons de lourdes responsabilites devant la communaute internationale.

Et le troisieme fait important a ete notre activite militaire qui a ete de plus en plus importante. Si a travers l'offensive de novembre 1989, nous avons demontre que l'armee est incapable de nous mettre en echec, a travers la campagne militaire que nous avons entamee le 20 novembre 1990, nous prouvons que nous posedons la capacite de battre militairement l'armee gouvernementale"

Quelles seraient les erreurs que le FMLN tenterait de dépasser en 1991?

D autre part, il me semble que les accords sur l'aspect confidentiel que nous avons adoptes, dans le but de donner la preponderance au mecanisme prive au sein du processus des negociations, ont donne certains avantages au gouvernement puisqu'il a totalement detourne l'effort que nous realisons pour faire avancer les negociations.

Le gouvernement a a son service tous les moyens de propagande, un appareil de guerre psychologique qui trompe notre peuple sans compter qu'ils envoient, de maniere permanente, des interferences sur nos radios pour empecher que notre pensee parvienne a tous les Salvadoriens. Avant, il y avait participation de la presse au cours des rencontres, et nous pouvions donc informer de nos points de vue.

Ce serait la une des rectifications qu'il nous faudrait effectuer pour bien informer notre peuple. Je crois que nous devons ameliorer tous les canaux d'information, nous devons etablir bien clairement quels sont nos points de negociation et ce que nous defendons face au gouvernement".

Comment les changements en Europe de l'Est et au Nicaragua ont-ils affecté le FMLN?

"Ces changements ont créé l'euphorie dans les secteurs fascistes du pays au sens où ils considéraient que nous nous étions retrouvés totalement "orphelins", isolés, et que notre échec n'était qu'une question de temps.

Ils devront considérer les choses avec plus de réalisme, car cette situation de changements dans le monde nous a permis de réaffirmer nos convictions révolutionnaires et parce que malgré le contexte international existant, l'essentiel est la détermination des Salvadoriens dans la lutte et dans leurs aspirations à la liberté.

Nous avons confirmé que notre lutte n'a pas besoin de recettes mais qu'elle demande un grand effort des révolutionnaires pour évaluer les sentiments du peuple et partant de là, élaborer et mettre en pratique des méthodes qui visent à renouer la lutte de libération."

Quel régime le FMLN implanterait-il au Salvador?

"Le FMLN a fait connaître à toute la nation et à la communauté internationale que est son programme de lutte et sa plateforme d'action et, quelle que soit la corrélation avec laquelle nous obtiendrons la solution politique négociée, celle-ci devra être comprise dans le cadre de la corrélation internationale et en accord avec la conjoncture interne.

Dans cette plateforme, nous définissons un modèle totalement démocratique, c'est-à-dire qui permette la participation de tous les secteurs politiques et sociaux, qui rende possible les libertés démocratiques et qui développe une politique de relations avec tous les pays sur la base du respect mutuel.

Pour cela, tout aussi nécessaires des changements comme celui qui consisterait à en finir avec le militarisme, à mener à bien la démilitarisation totale de notre société et dans ce cadre, à développer une politique économique qui résoudrait le problème de l'injustice sociale.

Le FMLN redoubla encore d'efforts pour atteindre une solution politique négociée qui mette fin au conflit salvadorien, mais il est important de prendre conscience du fait que dans la mesure où nous prendrons tous part à cet effort, la solution sera plus viable.

Il faut prendre en compte le fait qu'en 1990, des changements extrêmement importants ont eu lieu, qui permettent qu'en 1991, des

negociations veritablement strategiques se sont dessines, pour une solution veritable.

En 1991, la conjonction des efforts qui ont ete accumules l'annee precedente, nous ouvre des perspectives qui rendront possible la negociation pour une issue reelle a la guerre qui a affecte le Salvador pendant plus de dix ans.

Comandant ANTONIO CARDENAL

Le 11 avril, un commando du bataillon Atlacatl, le meme qui a assassine les six Jesuites et leurs deux collaboratrices en novembre 1989, executant les ordres de l'etat major de l'armee, a assassine dans une embuscade le Commandant Antonio Cardenal, connu sous le nom de Jesus Rojas. Le Commandant du FMLN avait donne une conference de presse la veille de son assassinat a Arcatao, Chalatenango, ou il avait aborde plusieurs aspects du processus de negociations entre le FMLN et le gouvernement. "Venceremos" publie l'integralite de cette conference de presse et rend hommage a "Chuson", comme l'appelaient ses amis et camarades de lutte.

DECLARATIONS DU COMMANDANT JESUS ROJAS, RESPONSABLE DU FRONT CENTRAL MODESTO RAMIREZ, SECTEUR CHALATENANGO

Nous vous souhaitons la bienvenue dans cette zone sous controle du FMLN. Bien que le president Cristiani ait declare que ces zones n'existent pas, la realite donnent ses intentions et ses decrets legaux.

Cristiani a dit a la presse que, par decret legal, les Forces Armees controlent la totalite du territoire de la Republique, cependant, la realite des choses est en contradiction avec ces souhaits.

Je veux d'abord vous dire que les Forces Armees affirment que ces zones sont des zones d'harcelement guerrillera. La verite cependant est que nous sommes ici, en tant qu'armee, depuis 10 ans. Ce sont nos zones de sejour, de controle et ceux qui depuis 10 ans, ont essaye de nous chasser, ce sont bien eux.

Nous pouvons donc dire, en un sens que les Forces Armees ont raison : ce sont des zones ou s'insertent les bataillons d'elite. Ce sont les seuls d'ailleurs

a oser faire de breves incursions dans ces territoires, qui, dans le cas de la zone occidentale de Chalatenango, commence presque a la sortie de la ville de Chalatenango. A Canyuco ou a Tepeyac on se trouve deja dans la zone controlee par le FMLN. Dans la partie orientale, la ligne de demarcation de la zone sous controle est un peu plus haut.

Mais l'element fondamental dans le critere selon lequel les zones sous controle n'existent pas car l'armee peut y faire des incursions quand elle le veut, est le suivant. L'armee non plus ne controle pas la capitale San Salvador, meme pas l'aire peripherique du quartier general de l'etat major, car nous pouvons egalement y faire des incursions et attaquer ses principales casernes d'une distance relativement courte. Ce sont nos zones de harcelement guerrillera : la capitale, les routes, les principales zones du pays.

Pourtant, le probleme ici n'est pas de savoir si nous avons ou non des zones a notre benefice et que cela ait dure si longtemps. Il y a eu des gens qui malheureusement detenaient le pouvoir. Ils ont ete aides et finances par une puissance plus grande : les Etats-Unis. Et ils ont refuse de voir les realites du pays.

Les realites, principalement, de la misere, de l'injustice, des profondes inegalites sociales ont ete les causes qui sont a l'origine de cette guerre. Ulterieurement, une partie de ce peuple s'est soulevee et est devenue une force politique et militaire qui a cree une veritable situation de pouvoir dans ce pays.

Si nous ne reconnaissons pas cette realite comme base de solution du conflit, il sera presque impossible d'arriver a une veritable solution politique. Le projet du gouvernement et des Forces Armees est d'exiger quasiment de nous rendre, de déposer les armes, quoiqu'ils disent que ce n'est pas ce qu'ils reclament. Ils prennent, en fait, ce chemin lorsqu'ils declarent que le FMLN doit se regrouper dans des zones de securite. Ils le voit deja dans la prison de Mariona ; antichambre de l'emprisonnement. Cela nous ne le permettrons jamais, car ca ne correspond pas a la realite. Ils n'ont pas eu la possibilite de nous deloger de cette zone. Au contraire, cette zone se transforme en cimetiere pour ses bataillons d'elite et ses forces regionales. Nous, nous croyons qu'il est possible d'aboutir a une solution qui ne prolongera pas les souffrances de ce peuple salvadorien et cette guerre interminable.

Il n'y aura pas de paix si on ne reconnaît pas les zones sous contrôle du FMLN. Est-ce que cela signifie division territoriale?

Nous sommes d'accord à ce que le territoire national soit indivisible. Nous partons du point de vue que la guerre du Salvador a surgi de l'intérieur du pays. Il n'y a pas réalité de direction extérieure comme a voulu le présenter les Forces Armées et les anciens et nouveaux gouvernants car cette guerre est sortie du sein même du peuple salvadorien à cause de problèmes qui sont d'ici. Le pays n'a jamais été territorialement divisé quant à son unité en tant que nation.

Nous ne prétendons pas créer une division de ce type mais s'il y a bien une réalité c'est que nos forces militaires existent dans de vastes territoires où elles se déplacent et où elles exercent un contrôle politique et militaire. Cette réalité doit être reconnue à la table des négociations. C'est la base pour atteindre une solution globale au problème salvadorien.

Nous ne pouvons partir d'une situation comme s'ils nous avaient vaincu militairement. Ça ne correspondrait pas à la réalité. Ils doivent analyser plus à fond les conséquences que cela signifie de négocier sans nous avoir mis en déroute.

En quoi consiste cette démarcation de zones demandée par le FMLN à la table des négociations?

En termes généraux, nous proposons de nous rapprocher de ce qui pourrait être la situation qui existera plus tard dans tout le pays. Actuellement, et tant qu'il y aura deux armées, il nous faudra une période de transition, la période du cessez-le-feu, qui n'est pas un but en soi mais un port pour atteindre cet autre but final ; la fin de la guerre.

Pour nous, cette période de transition sera un moment de preuve, d'essais pour voir s'il est possible, au Salvador, que les différentes expressions, idéologies et organisations aux programmes, drapeaux et idées distinctes puissent coexister politiquement. Mais, les causes qui ont donné naissance à cette guerre n'ont pas été corrigées et de reflet de cela, c'est qu'il continuera d'exister, durant la période du cessez-le-feu, l'armée.

Nous soumettons alors ce point de fond, qui est essentiel, que durant la période du cessez-le-feu, le FMLN doit avoir le droit et qu'on lui donne les conditions pour assurer l'exercice de ses activités politiques sans restriction sur tout le territoire national.

Nous tentons de chercher et de créer trois genres de territoires : un territoire démilitarisé qui pour nous devra être le plus grand possible et

comprendre uniquement les corps de securite publique, c'est-a-dire la police civile restructuree ; ensuite, un territoire pour les Forces Armees et un territoire pour le FMLN. Il faudrait y imposer des limites et des formes specifiques ; c'est ce qui est en train de se discuter a Mexico. Je ne vais pas entrer dans les details, mais nous partons du principe que ces territoires ne doivent pas avoir de frontieres bien delimitees, de celles que l'on pourrait dessiner sur des cartes. Nous pensons que la mobilite des civils, de tous les citoyens salvadoriens doit etre assuree sur n'importe lequel de ces territoires, car ce ne sont pas des territoires de concentration, mais des aires de deplacement et de stationnement des forces armees.

Le cessez-le-feu, pour nous, ne signifie pas le desarmement du FMLN. Nous ne negociions pas en ce moment le desarmement du FMLN, ni nous n'allons deposer les armes. Cela sera possible a la fin de la guerre et, a notre demande, sur la base de dissolution des forces armees. Nous n'allons pas dissoudre notre armee si le probleme de l'armee anti-democratique cause du genocide au Salvador, n'est pas resolu.

Ces zones durerai-ent le temps de la paix armee ?

Oui, definitivement. Durant le temps du cessez-le-feu, tant qu'il y aura deux armees, il devra y avoir une zone reservee pour l'armee et une autre pour le FMLN.

Cette division des zones disparaitra a la dissolution des deux armees. Nous avons dit, a certains moments, dans des declarations du Commandement General et concretement, dans celles du Commandant Joaquin Villalobos, en parlant des forces armees, qu'il y avait trois solutions possibles : les deux armees se dissolvent ; elles se fusionnent ou l'une met l'autre en deroute. De ces trois options, la premiere est la plus realiste et la plus viable, disons-nous. L'integration des deux armees est un chemin plus difficile, plus epineux que leur dissolution et la creation d'un corps de securite publique ; une police civile qui couvrirait tout le territoire national.

Le president Cristiani a declare que le sujet des Forces Armees n'est pas en jeu.

Le president Cristiani est partie prenante a la table des negociations, c'est-a-dire, d'un cote le gouvernement, de l'autre le FMLN. Ce qui est en jeu a la table des negociations, ce sont les propositions et les projets qui emmeneront chacune des parties sur la base d'un programme commun. On projette dans ce programme d'y aborder le point des Forces Armees ; ce qui a ete accepte des deux cotes. Quel en sera le contenu ? Chacune des parties emmene des propositions. Ainsi, nous, nous proposons la dissolution de

l'armee et dans cette mesure, le sujet est sur la table. C'est une chose que l'autre partie n'accepte pas et elle considere que nous ne devrions pas le proposer.

Nous le proposons et nous croyons que nous avons raison sur le fond. Dans ce sens, le point concernant la dissolution des Forces Armees est bien sur la table des negociations.

Peut-on avancer vers le cessez-le-feu si l'autre partie ne le veut pas?

Nous pouvons avancer dans la mesure ou nous ne leur avons pas oppose d'empechement a la poursuite des negociations. Nous n'avons pas abandonne cet etandard et nous le brandissons.

Au debut, nous projetions d'obtenir un premier accord sur ce point mais nous avons vu que cela ne contribuait pas a faire avancer plus vite les negociations.

Alors maintenant, nous le remettons a plus tard, si on avance sur le reste des autres points. Nous disons bravo si nous reussissons a avancer sur le theme des Forces Armees, de la constitution, des reformes du systeme judiciaire et electoral, c'est-a-dire, sur tous les points de l'agenda dans le but de faire une foule de transformations qui assurent les negociations dans le cessez-le-feu. Donc, ce point de la dissolution de l'armee pourrait intervenir lors de la seconde phase des discussions, quand il n'y aura plus de guerre, quand il n'y aura plus de combat. Entretemps, les deux armees continueraient d'exister et seraient disposees a reprendre les combats si les accords etaient violes ou s'il y avait impasse ou recul des negociations. C'est dans ce cadre qu'a ete inscrit le cessez-le-feu et non dans la tete des dirigeants du FMLN. C'est un cessez-le-feu qui ne serait pas necessairement definitif, qui pourrait etre reversible. Il est defini ainsi car c'est un moment de transition vers le cessez-le-feu et que c'etait une formule intermediaire aux discussions qu'il y avait dans les dialogues precedents. Durant l'epoque de Duarte et lors des premieres tentatives de negociations avec Cristiani, leur demande fut toujours d'abord un cessez-le-feu, ensuite des negociations.

Nous, au debut, nous projetions des accords blogaux dans les negociations et un cessez-le-feu jusqu'a la fin. Mais nous sommes arrives a une sorte de formule intermediaire : des accords initiaux, un cessez-le-feu transitoire et, plus tard, des accords complementaires pour terminer la guerre.

Parmi ces accords prévues, la négociation sur le 248 est-elle incluse ou non?

Plusieurs points sont inclus au sein de la discussion de la réforme constitutionnelle. Maintenant, nous voyons la réforme de ces points spécifiques, comme s'ils levaient une barrière ou s'ils ouvraient une porte, permettra que la discussion sur le reste des autres points se fasse un peu plus librement. Si cet article de la constitution était révisé, il resterait la possibilité de poursuivre la discussion sur d'autres articles qui doivent aussi être révisés. Bien que l'Assemblée Nationale ait terminé ses travaux, nous croyons que la réforme atténuerait la tension et les pressions qui ont lieu aujourd'hui à Mexico.

Est-ce possible d'arriver à un cessez-le-feu?

Le point de la dissolution de l'armée n'est pas en ce moment sur la table des négociations au Mexique. Il est sur la table, mais pas en ce moment. Actuellement, ils discutent des réformes et des transformations à apporter aux Forces Armées sur les points concernant l'impunité, l'épuration et les transformations au sein des corps de sécurité, y compris d'autres points comme la question des corps d'élite, des paramilitaires, du recrutement force, etc...

Avec la question de territorialité, ce n'est rien de plus que l'un des aspects du cessez-le-feu qui est plus vaste ; peut-être le plus difficile, le plus épineux et celui qui soulève le plus de polémiques au sein des Forces Armées et celui pour lequel on a fait le plus de publicité, mais ce n'est pas le seul.

Aujourd'hui, nous sommes convaincus que le cessez-le-feu est possible. Nous avons non seulement fait un plan mais aussi un effort intensif pour y parvenir à court terme parce que nous croyons que malgré la volonté et les intentions du gouvernement et des forces armées, il y a suffisamment de conditions favorables pour continuer dans cette direction.

Alors nous nous basons sur le fait que si le président Cristiani a la volonté ou le désir de le faire ou si le Haut Commandement a la volonté de le faire, il y a des conditions objectives pour y arriver. Bien sûr que la volonté ou le refus influe ou détermine, mais dans le cas où ils n'y parviennent pas nous verrions comment le peuple salvadorien et la communauté internationale les obligent à changer de volonté et d'opinion.

Dans cette perspective nous voyons la possibilité de parvenir à un cessez-le-feu, ou alors, de créer un maximum de pressions tant internes - de la part

des secteurs populaires, des forces politiques - qu'internationales. Celles-ci arriveront à imposer un cessez-le-feu qui soit véritablement une solution à la guerre au Salvador.

Tant qu'il n'y a pas de cessez-le-feu, les actions militaires se poursuivront. L'armée développe des plans offensifs comme le fait le bataillon Atlacatl avec les troupes de la quatrième brigade du DHI et peut-être aussi la première brigade. C'est bien une opération d'envergure stratégique qui se réalise actuellement à Chalatenango. Nous n'allons pas rester les bras croisés mais nous allons développer nos actions dans le but de détruire ces plans offensifs. Ce n'est pas par hasard et c'est systématique que chaque fois qu'il y a des réunions de dialogue, l'armée lance ce genre d'opération pour essayer de créer l'image de contrôle des zones et de présence. C'est elle qui en a pris l'initiative militaire.

Comment interprétez-vous le phénomène des accusations contre les négociations de la "Croisade pro paix et travail" ?

Nous voudrions souligner en premier lieu que les messages "pro paix et travail" et "front féministe" devraient faire face publiquement et ne pas se retrancher derrière une organisation mais sortir directement. Pourtant, si le président de la République et le président du parti ARENA ont répondu à ces appels, c'est que derrière eux, il existe... et que ce sont les secteurs les plus réclacitrants qui se sont toujours opposés à ce qu'il y ait des transformations de fond dans le pays. Maintenant, ils s'opposent à ce que nous puissions arriver à une solution politique négociée dans le pays. Hier, l'optique des déclarations du président Cristiani a retenu notre attention. Il expliquait ce qu'il ne ferait pas dans son gouvernement afin de donner des assurances aux secteurs de l'extrême droite et prétendre que ce qui est en train de se faire est ce qu'il avait promis en juin lorsqu'il a pris le pouvoir.

Il y a quelque chose de vrai en cela, car l'inflexibilité de la part du gouvernement s'est maintenue pendant presque tout le processus mais nous l'avons obligé à changer ses projets, à revoir les aspects dont il ne voulait pas entendre parler et c'est la perspective, à notre avis, qui peut continuer à les obliger à accepter une situation politique qui favoriserait les Salvadoriens.

Sur les déclarations de Powell...

Ce matin, le Commandement a lancé un communiqué qui recueille l'opinion de nous tous.

La première chose qu'on a vu, c'est qu'il contredisait ce qu'il avait déclaré à l'aéroport d'Ilopango où il affirmait que les Forces Armées ne sont pas faibles. Depuis longtemps, cependant, il menace d'intervenir sous prétexte de la crise militaire et politique des Forces Armées et de sa situation de faiblesse. C'est la seule raison qui nous permet de penser pourquoi il envoie des troupes américaines ici.

D'un autre côté, son projet guerrier nous semble une menace. Le fait que ce Monsieur fait la politique de l'administration américaine nous préoccupe beaucoup. Ce sont les mêmes secteurs qui ont une longue trajectoire d'intervention aussi bien en Amérique latine que dans d'autres parties du monde.

La perception des Etats-Unis sur les négociations.

Nous espérons que cela se concrétise par des moyens constructifs pour que ces négociations avancent. Jusqu'à ce jour, les Etats-Unis ont fait obstacle au processus de négociations afin d'assurer la poursuite de l'aide militaire, de l'encourager dans l'illusion de défaites militaires et de changer la voie de la solution politique en déroutant militairement.

C'est ce dernier point, précisément, qu'est venu accomplir le General Powell, ce qui nous paraît une chose hautement négative. Cependant, il a un discours d'appui à la solution politique ; c'est ce que nous prenons et nous lui disons qu'il le démontre par des faits concrets.

Pour quelles raisons le FMLN est en train de se préparer ?

Pour intensifier le processus de reconstruction qui actuellement essaie de se développer avec les limitations de ce genre d'opérations. Comme vous avez pu vous en rendre compte, ces opérations se déroulent dans les banlieues, près des villages, ce qui fait que les paysans ont peur de sortir pour préparer les cultures et continuer les travaux.

Alors, de façon pratique, nos séjours dans ces villages occasionnent un retard dans les travaux de production.

Nous espérons qu'au moment du cessez-le-feu, nous pouvons terminer la reconstruction des routes ; des installations électriques dans cette zone ; développer les infrastructures ; reconstruire les écoles détruites par les forces aériennes salvadoriennes et par l'action de l'armée.

A quel moment aura lieu l'incorporation politique?

Nous croyons que le moment propice pour nous incorporer à la vie politique sera au moment du cessez-le-feu ; du moins, sous forme d'essai. Ce cessez-le-feu a un sens car ce sera le moment du placement des activités politiques dans le pays. Que ce soit bien la politique qui remplace ce qui aujourd'hui permet la guerre.

Le FMLN est-il optimiste que durant ces négociations s'obtiendra le cessez-le-feu?

Oui, nous sommes convaincus que nous allons l'obtenir. Nous souhaitons le cessez-le-feu ; nous le cherchons. Cependant, tant qu'il y aura une attitude militariste, négative et une répression "à tout va", nous voyons que notre action militaire va dans le sens de la recherche d'une solution politique et du cessez-le-feu.

Sur l'intégration à la vie politique et civile?

Je serais prêt à ce que décidera le FMLN. Dans l'immédiat, on fait des premières délimitations de ce que sera pour la démocratie, l'armée nationale, et l'on choisit les cadres qui seraient assignés dans les aires militaires. Jusqu'à maintenant, la totalité de la conduite politico-militaire existait au niveau de la direction. Alors, nous pensons faire une première division du travail qui aurait plus de poids lors du cessez-le-feu. Les tâches se dessinent plus ou moins.

La disponibilité de nous tous est totale. Accomplir n'importe quelle tâche que nous demande la révolution.

Concernant la restructuration des Forces Armées?

Ils ont clairement dit qu'ils étaient disposés à se disperser, bien qu'auparavant, ils aient dit que le thème "Formes Armées" ne devait pas être discuté à la table des négociations. Nous voyons donc qu'à la faveur d'un drapeau, d'une opinion, d'une nécessité, il a été possible de les faire changer. Nous croyons que ce point reste ouvert. Pour ça, nous basons notre espoir dans la seule capacité de les convaincre. Ainsi, au niveau de persuasion ou d'arguments, il faut créer une corrélation qui les oblige à accepter cette situation.

Que fera le FMLN a la fin de la guerre?

Il faut le voir selon les etapes qu'encoure le processus. Nos forces militaires se maintiendront structurees durant le cessez-le-feu. Ceux qui travaillent, les civils pourront aller ou bon leur semble sur l'ensemble du territoire national. Une partie de nos forces pourront se dedier aux travaux productifs avec la population de cette zone, surtout les aires de production ou sont en fonction des secteurs qui ne permet peuvent produire, comme les vieillards, les enfants, les veuves. Nous etablirons dans ces zones sous notre controle des aires de production collective.

La meme chose au sujet de la reparation des rues, de l'infrastructure. Notre armee pourra contribuer d'avantage aux travaux productifs pour le developpement de ces communautes. Quand la guerre sera terminee, nous pensons que la nouvelle police civile devra apporter son concours dans les secteurs interesses. Nous pensons de plus que des elements de notre armee pourraient former une partie de cette unique nouvelle police civile au niveau national. Mais nous sommes encore trop loin de cela pour le voir.

Le FMLN se transformera en parti politique, en mouvement politique ou en un front politique. Quelle forme aura-t-il? Nous ne pouvons pas encore le dire. Ce serait en fonction de poursuivre la lutte sous le drapeau revolutionnaire du FMLN.

Notre projet actuel se situe autour de la proclamation que nous avons lancee l'annee derniere concernant la revolution democratique. La poursuite de cette revolution democratique, nous le voyons sous une forme continue.

Que pouvez-vous dire a propos de la vague d'enlevements actuelle ?

L'information qui circule est la meme que nous avons.

Pour nous, cela est lie a la vague d'enlevement. On avait reussi a les arreter a des moments determines mais ensuite, il y a eu un flou et on a meme permis que certains s'echappent, alors que des militaires de haut rang lie a des gens d'ARENA etaient impliquees.

Ces actions sont liees a la reappearance des activites des escadrons de la mort, qui ne sont pas a leur deploiement maximum, mais qui ont deja fait de petites demonstrations de ce qu'ils sont capables de faire, comme dans le cas "del Zapote", ou du "Diario Latino".

Nous croyons qu'ils se sont prepares a utiliser ce genre de mecanisme, pour le cas ou nous obtiendrons le cessez-le-feu, dans le but de maintenir un controle social.

L'incorporation du FMLN sera-t-elle facile?

Je crois que oui. Peut-etre que ceux qui pensent que la guerre est leur vocation peuvent etre comptes sur les doigts d'une main. A eux, vous pourrew leur demander. La presque totalite est consciente qu'elle le fait par necessite ; qu'il ne nous reste aucune autre solution ; et que de la faire, ce cree un rapprochement et une cohabitation naturels avec la population. L'idee que nous n'avons pas les pieds sur terre n'est pas juste. Je ne vois aucun probleme.

Aucun de nous ne s'est incorpore parce qu'il voulait faire la guerre. Nous avons connu toutes les voies. Au contraire, si au temps du "Bloque", du "FAPU", DES "LP-28" nous ne nous etions pas opposes, la repression ne serait pas arrivee au niveau de confrontation. C'aurait ete une autre voie. Peut-etre pas sans violence. Il y aurait eu peut-etre d'autres formes d'affrontement. Pas necessairement celui-la.

Nous pensons que depuis 10 ans nous avons conquis le droit de revenir a la vie politique sans que l'on nous tue. Sinon, la guerre va continuer. Nous ne demandons pas, par la solution politique, qu'on nous remette le gouvernement. Quand nous parlons de "controle des zones" nous ne demandons pas des parties de territoire que nous ne controlons deja, mais nous n'allons pas non plus nous laisser chasser la ou 4 milliards de dollars americains, une armee de 60 mille hommes, n'ont reussi a nous deloger. Meme si les americains venaient, ils ne reussiront pas non plus. Ils pourront prolonger le conflit pendant plusieurs decades mais tout recommencerait a peine parti le dernier "gringo".

TRANSFORMER LE SALVADOR

Schafik Jorge Handal

Comme l'on dit tant de fois beaucoup de personnes et beaucoup d'institutions, le silence des armes n'est pas la paix. Les accords qui

garantissent les reformes du pays, qui assurent sa democratie et le respect des Droits de l'Homme et qui ameliorent la situation economique et sociale des Salvadoriens, sont ceux qui nous donneront veritablement la tranquillite d'une paix solide et durable.

Convaincus que nous sommes que les causes de la guerre proviennent des profonds disequilibres sociaux et de la dictature militaire qui les ont maintenus au moyen de l'intimidation et de la repression, etouffant la liberte et niant la democratie, nous sommes aussi convaincus que le pays doit etre reforme afin qu'il y ait un espace de vie et des expectatives de prosperite pour tous les Salvadoriens et non seulement pour une minorite possedant richesses et privileges. Pour que le Salvador puisse etre ce genre de pays, l'on a besoin des efforts de differents secteurs de la societe, y compris un role de grande importance des chefs d'entreprises de toutes categories.

C'est pourquoi nous concevons le processus d'une solution negociee comme partie et produit d'une concertation nationale active. Depuis plus d'un an, le FMLN partage avec une ample diversite d'organisations sociales et avec tous les partis politiques cet effort de concertation. Ceux-ci, d'ailleurs, se plaignent de ne pas recevoir du gouvernement le meme traitement que leur donne le FMLN. Le gouvernement ne partage pas l'information concrete et suffisante avec eux, ni ne les font participer a ses idees et ses propositions dans les negociations.

Le gouvernement a manoeuvre les partis politiques pour les embarquer dans une mise au point partielle sur le theme des reformes constitutionnelles. Cependant, le dialogue franc qu'ils ont tenu avec le FMLN, lors de leur rencontre a Mexico en avril dernier, leur a donne l'occasion d'une mise-a-jour equilibree.

Malheureusement, seule la grande entreprise privee s'est tenue a l'ecart de cet effort de concertation. Il semble que ces chefs d'entreprises ont peur ou ont des prejuges envers le FMLN. Je peux leur dire qu'aujourd'hui ces reticences n'ont pas de raison d'etre. Il ne doit pas y avoir d'obstacle pour la recherche et l'obtention d'accords que nous jugeons indispensables. C'est un contre-sens de se mettre a l'ecart ou de croire qu'on peut continuer a manoeuvrer dans les coulisses, par l'intermediaire d'amitie douteuse, alors qu'il est possible d'entamer un dialogue direct et franc avec nous.

Le 22 mai dernier, M. Alfredo Cristiani m'a accuse, dans son discours, d'avoir annonce qu'ils n'y aurait pas d'accords dans la rond de negociations que nous tenions a Caracas. Ce n'est pas la verite.

Connaissant la tres lente dynamique de negociation du gouvernement et des Forces Armees, j'ai dit qu'au cours de cette ronde il n'etait pas

previsible de couvrir tous les points indispensables pour le cessez-le-feu. La Commission gouvernementale des Negociations insiste, d'un part, pour des rondes de negociations prolongees. Dans la pratique, par contre, elle utilise 95 pour cent de son temps, non a negocier, mais a l'utiliser de maniere improductive, en cherchant a en culpabiliser le FMLN et reussir ainsi a ce que certains gouvernements nous fassent des pressions.

Nous, nous preferons des reunions courtes mais efficaces. Dans les rares occasions ou nous avons obtenu des accords, la commission gouvernementale a change ses propositions jusqu'au dernier moment. Le gouvernement connaissait nos propositions de reformes constitutionnelles depuis octobre 1989 mais lors des reunions de Mexico qui ont dure 25 jours, il n'y eut aucune entente durant 23 jours, et nous avons meme cru qu'il n'y en aurait pas.

Le gouvernement n'a jamais presente d'initiatives, mais pour sa propagande, il dit que tout va bien et laisse entendre que le FMLN accepte ses initiatives lorsqu'en realite nous sommes ceux qui les proposons. Ce fut le cas dans les propositions suivantes : intensifier la negociation en priorisant les themes de la reforme constitutionnelle ; les accords sur les Forces Armees et le cessez-le-feu ; tout en poursuivant les negociations de maniere concentree sur les autres points de l'ordre du jour de Caracas. Dans le cadre de cette initiative, le FMLN a declare que tout pourrait se terminer le 30 mai. Evidemment, pour atteindre cette echeance, il etait indispensable que nous obtenions des accords sur tous ces points, aussi bien prioritaires que concentres. A Mexico, apres 25 jours de rencontre, nous nous sommes mis d'accord que sur des reformes incompletes de la constitution. Le President Cristiani dit maintenant que le FMLN "n'a pas tenu sa promesse d'obtenir le cessez-le-feu le 30 mai". Le gouvernement a ensuite voulu se defaire de son engagement de negocier les autres points de Caracas et de reduire l'accord sur le cessez-le-feu a une affaire purement technico-militaire. Ce point de vue n'est pas et ne sera definitivement jamais accepte par le FMLN.

Cela donne l'impression que M. Cristiani voudrait obtenir le cessez-le-feu sans les changements qui representaient, a la table des negociations, la reponse esperee aux aspirations des Salvadoriens, telles que : democratisation reelle et consequente ; demilitarisation ; accords economiques et sociaux qui puissent regler les problemes aigus de la terre ; le chomage ; le cout de la vie de plus en plus eleve. Concernant le systeme electoral et l'administration de la justice, nous avons a peine obtenu un debut de reforme de la constitution. La plus grande partie d'elaboration ou des reformes des lois secondaires a ete reportee. Celles-ci doivent etre mises dans les accords sinon tout restera un simple mirage. En outre, il est necessaire de s'entendre sur les termes techniques et politiques du cessez-le-feu et de sa verification par les Nations Unies.

Le cessez-le-feu sera le moment ou commencera la transition vers la reunification de la famille salvadorienne et vers la paix. Pour ca, le FMLN doit donc avoir la possibilite et l'espace necessaire pour sa participation a la vie politique nationale. Mais, le gouvernement ne veut pas accepter cela ; il exige en premier lieu que nous desarmions et en meme temps, il declare que l'existence de son armee n'est pas en negociataion. Cela est inacceptable pour nous. Une guerre militairement tenue en echec des deux cotes, ou il n'y a pas d'armee vainqueur, ne peut se terminer que par le desarmement des deux armees ou la fusion de celles-ci dans une Armee Nationale unique. Autrement, la famille salvadorienne divisee et opposee, ne pourra se reunir. L'armee du FMLN n'est negociable que sur les termes mentionnes precedemment ; son desarmement unilateral n'est pas negociable. Si nous l'acceptons, il n'y aurait pas de garantie de paix juste mais un regne de vengeance contre les sans defense et un temps long, tres long, d'une dictature militaire sanguinaire et d'injustice.

Le gouvernement ne veut qu'un changement de facade. A titre d'exemple : a la police nationale, il ne veut que changer les uniformes et le Ministere. Il veut y mettre les agents des actuelles garde nationale et police rurale qui seraient "dissoutes", leur donner le nom de Police Nationale Civile. Mais les choses seraient pareilles qu'auparavant. Nous, nous voulons une Police Nationale Civile nouvelle de tous les points de vue ; dans son personnel, dans ses methodes. Nous la voulons veritablement separee de l'armee. Nous n'y voulons pas de militaires. Nous voulons une police civilisee, efficace, pour combattre la delinquance de droit commun, ce qu'elle ne fait pas en ce moment. Une police qui ne soit pas consacree a la repression politique et du monde du travail comme actuellement.

Les accords qui doivent etre obtenus pour s'entendre sur un cessez-le-feu sont difficiles et complexes mais sans eux la paix serait une comedie.

Il est evident que ce n'est pas un processus simple et qui est expose a des marche-arrieres. Le gouvernement veut empecher les reformes constitutionnelles deja negociees et adoptees par la precedente Assemblee Legislative bien que les forces politiques et sociales du pays pressent la nouvelle assemblee legislative a les ratifier. Nous partons de ces reformes au benefice de la societe civile, du pays dans son ensemble et non pas pour le seul FMLN.

Je voudrais aussi souligner l'augmentation des actions militaires durant les periodes de negociation. Le jour meme ou debutaient la reunion de Caracas, les Forces Armees lancaient, avec presque toutes ses troupes operationnelles, une offensive militaire dans 8 des 14 departements du pays. Elles voulaient ainsi recuperer les territoires qu'elles avaient perdus en 10 ans de guerre dans le but d'imposer un cessez-le-feu desavantageux

au FMLN. Evidemment, dans sa propagande, elles nous rejettent la responsabilité pour ces accroissements d'actions bellicistes. Par exemple, le sabotage de l'électricité. Il faut voir le coût politique qu'elles nous causent, et non seulement à nos adversaires, car elles touchent à des secteurs de la société que nous ne voulions pas toucher. Le sabotage est nécessaire et effectif quand il oblige des troupes de l'armée à surveiller des stations ou des sous-stations électriques ou des tours de haute tension. Si nous suspendions les sabotages, nous laisserions les mains libres à ces troupes qui seraient lancées sur nos territoires. Nos actions combattives contre des objectifs militaires dans les villes ont le même but. Nous regrettons profondément qu'en certains cas, au cours de ces actions, nous causions des dommages civils et nous nous efforçons de les éviter.

Il y a encore des militaires et des gens d'extrême droite qui n'acceptent pas qu'il y ait un "match nul" militaire et une solution politique négociée. Ils voudraient continuer la guerre car elle les a enrichi énormément. Il en résulte un accroissement non souhaité des actions militaires. En ce qui concerne le contrôle territorial, les Forces Armées n'arrivent pas et n'arriveront pas à le modifier. Si au lieu de se plaindre, M. Cristiani donnait des instructions précises à sa commission de négociation pour aboutir avec rapidité à des accords qui entraîneraient les réformes nécessaires pour une paix solide et durable, tout le panorama en serait changé. Ces accords seront de toute façon atteints pourquoi alors les retarder ?

Par ses attaques contre le FMLN, M. Cristiani essaie certainement de se dégager des pressions et des menaces de la part de ceux qui ne veulent pas que le pays se transforme. Mais ainsi, au lieu de se dégager de ces pressions, il ne fait que stimuler ces secteurs.

Nous comprenons que M. Cristiani, en sa qualité de Président, a la responsabilité de prendre des décisions importantes et complexes et pour ce, il a besoin de beaucoup de courage. Souhaitons qu'il assume ce défi qui lui incombe. S'il le fait, il rencontrera dans le pays et dans le monde l'appui suffisant pour contrecarrer les menaces des gens de l'extrême droite minoritaire et des militaires recalcitrants.

Personne ne doit se décourager, ni lesiner ses efforts pour obtenir les accords de paix. Le compte à rebours vers la paix est déjà irréversible. Pour y arriver, le FMLN a engagé ses efforts les plus grands.

Le 28 mai 1991

S.J. Handal est membre du Commandement Général du FMLN et Chef de sa Commission de Négociation.

=====

EN BREF EN BREF EN BREF EN BREF EN BREF

=====

* La Commission de Negociation du Front Farabundo Marti pour la Liberation Nationale et celle du gouvernement salvadorien se sont revues entre le 25 mai et le 2 juin 1991 a Caraballeda, Venezuela, avec la participation du representant personnel du Secretaire General des Nations Unies.

Les delegations ont discute deux points:

- . Les Forces Armees
- . Le cessez-le-feu.

* L'armee salvadorienne a lancee une forte offensive dans plusieurs provinces du Salvador, bombardant plusieurs zones sous-controles du FMLN ou se trouvent la guerrilla et des milliers de civils.

* L'armee salvadorienne a arrete des centaines de civils, semant ainsi la terreur parmi la population salvadorienne qui demande les negociations pour aboutir a la paix.

* L'Organisation des Etats Americains a responsabilise le gouvernement du Salvador des violations des Droits de l'Homme, particulierement des disparitions des civils. La Commission de la OEA a exprime sa profonde preoccupation pour "le sort des prisonniers politiques, retenus sans proces judiciaires".

Par son importance, le document suivant apparait dans la langue d'origine.

ACUERDOS DE MEXICO

EL gobierno de El Salvador y el Frente Farabundo Marti para la Liberacion Nacional (en adelante "las Partes"),

Reiterando su proposito de avanzar con prontitud hacia el restablecimiento de la paz, la reconciliacion nacional y a la reunificacion de la sociedad salvadorena, tal como es voluntad comun des pueblo salvadoreno, expresada por ambas partes en el Acuerdo de Ginebra del 4 d abril de 1990;

Considerando que las negociaciones de paz que se realizan de conformidad con el mismo Acuerdo de Giebra y con la Agenda de Caracas del 21 de mayo de 1990 requieren de varias reformas constitucionales que recojan los acuerdos politicos que de ellas emanen ;

Teniendo presente que urge someter a la Asamblea Legislativa cuyo mandato vence el 30 de abril de 1991 aquellas reformas constitucionales sobre las cuales las Partes han alcanzado acuerdos, aun si estos son parciales y no agotan el tema en los terminos en que esta previsto por la Agenda de Caracas ;

Considerando que diversas materias sobre las que se han alcanzado acuerdos pueden ser puestas en practica a traves de la legislacion secundaria o de nuevos acuerdos politicos que desarrollen el texto constitucional

Han alcanzado los acuerdos que se sintetizan a continuacion y que comprenden reformas constitucionales y materias que fueron remitidas a legislacion secundaria asi como otros acuerdos politicos ;

I. FUERZA ARMADA

1. Acuerdos sobre reformas constitucionales destinadas a :

- a. Definir con la mayor claridad el sometimiento de la Fuerza Armada al Poder Civil.
- b. Creacion de la Policia Nacional Civil, para el resguardo de la paz, la tranquilidad, el orden y la seguridad publica, tanto en el ambito urbano

como en el rural, bajo la direccion de autoridades civiles. Queda expresamente entendido que la Policia Nacional Civil y la Fuerza Armada seran independientes y estaran adscritas a Ministerios diferentes.

c. Creacion del Organismo de Inteligencia del Estado, independiente de la Fuerza Armada y bajo la autoridad directa del Presidente de la Republica.

d. Redefinicion de la justicia militar en orden a asegurar que solo sean sometidas a ella aquellos casos que afecten de modo exclusivo un interes juridico estrictamente militar.

2. Otras materias que estuvieron en la mesa de negociaciones fueron remitidas a la legislacion secundaria o al conjunto de acuerdos politicos sobre Fuerza Armada. Entre estas figuran :

a. Los cuerpos paramilitares.

b. El reclutamiento forzoso.

c. Aspectos relativos a la direccion de los cuerpos de seguridad y de inteligencia de Estado.

e. El enfasis que debe ponerse, en la formacion profesional de los miembros de los cuerpos de defensa y de seguridad publica, en la preeminencia de la dignidad humana y de los valores democraticos, en el respeto a los derechos humanos y en el sometimiento de dichos cuerpos a las autoridades constitucionales.

Toto ello sin perjuicio de todas las otras materias que estan pendientes en el tema Fuerza Armada, sobre las cuales las Partes reafirman su disposicion y su esperanza de alcanzar acuerdos globales en la fase inmediata del proceso de negociaciones.

II. SISTEMA JUDICIAL Y DERECHOS HUMANOS

1. Acuerdos sobre reformas constitucionales destinadas a mejorar aspectos significativos del sistema judicial y a establecer mecanismos de garantia para los derechos humanos tales como :

a. Nueva organizacion de la Corte Suprema de Justicia y nueva forma de eleccion de sus Magistrados. En adelante, para elegir a los Magistrados de la Corte Suprema de Justicia se requerira una mayoria de dos tercios de los diputados electos de la Asamblea Legislativa.

b. Asignacion anual al Organo Judicial de una cuota del presupuesto del Estado, no inferior al seis por ciento de los ingresos corrientes.

c. Creacion del Procurado Nacional para la Defensa de los Derechos Humanos, que tendra por mision esencial la de promover los derechos humanos y velar por que sean respetados.

d. Eleccion por los dos tercios de los diputados electos de la Asamblea Legislativa del Fiscal General de la Republica, el Procurador General de la Republica y el Procurador Nacional para la Defensa de los derechos Humanos.

2. Otras materias que estuvieron en la mesa de negociaciones fueron remitidas a la legislacion secundaria y a otros acuerdos politicos. Aun cuando todavia esta por negociarse el conjunto de acuerdos politicos sobre Sistema Judicial que las Partes han contemplado en la Agenda de Caracas, en el curso de la presente ronda, han alcanzado los siguientes acuerdos :

a. Consejo Nacional de la Judicatura

Se conviene en redefinir la estructura del Consejo Nacional de la Judicatura para que este integrado de manera que se asegure su independencia de los organos del estado y de los partidos politicos, asi como la integracion al mismo, no solo de jueces, sino tambien de los sectores de la sociedad que no esten directamente conectados con la

b. Escuela de Capacitacion Judicial.

Sera responsabilidad del Consejo Nacional de la Judicatura la organizacion y funcionamiento de la Escuela de Capacitacion Judicial, cuyo objeto sera el de asegurar el continuo mejoramiento de la formacion profesional de los jueces y demas funcionarios judiciales.

c. Carrera judicial

La legislacion secundaria proveera lo conducente a que el ingreso a la carrera judicial se haga a traves de mecanismos que garanticen la objetividad de la seleccion, la igualdad de oportunidades entre los aspirantes y la idoneidad de los seleccionados. Dichos mecanismos comprenderan concursos y el paso por la Escuela de Capacitacion Judicial.

III. SISTEMA ELECTORAL

1. Acuerdos sobre reformas constitucionales destinadas a :

a. Creacion del Tribunal Supremo Electoral en sustitucion del Consejo Central de Elecciones. El Tribunal Supremo Electoral sera la mas alta autoridad administrativa y urisdiccional en lo electoral. Se ha convenido que su composicion sera definida por la legislacion secundaria, de modo que no predomine en el ningun partido o coalicion de partidos. Asimismo, se ha acordado que en el Tribunal Supremo Electoral estaran integrados miembros sin afiliacion partidista, elegidos por mayoria calificada de la Asamblea Legislativa.

b. Se ha convenido igualmente que los partidos politicos legalmente inscritos tendran derecho de vigilancia sobre la elaboracion, organizacion, publicacion y actualizacion del registro electoral.

2. Otras materias que estuvieron en la mesa de negociaciones fueron remitidas a la legislacion secundaria y a otros acuerdos politicos. Aun cuando todavia esta por negociarse el conjunto de acuerdos politicos sobre Sistema Electoral que las Partes han contemplado en la Agenda de Caracas, en el curso de la presente ronda, han alcanzado los siguientes acuerdos :

a. La formacion del registro electoral debera hacerse de manera que las listas de ciudadanos con derecho a voto sean publicadas con veinte dias de anticipacion, cuando menos, a la fecha de la eleccion. Se establecera un procedimiento sencillo y expedito para dar curso a las correcciones legitimas que solicite cualquier interesado.

b. Dentro de los sesenta dias siguientes a la instalacion del nuevo Tribunal Supremo electoral se constituira una Comision Especial, presidida por este e integrada con representantes de todos los partidos legalmente inscritos y que podra incluir expertos independientes, para preparar un proyecto general de reformas al sistema electoral.

IV. COMISION DE LA VERDAD

Se ha convenido en crear la Comision de la Verdad, que estara integrada por tres personas designadas por el Secretario General de las Naciones Unidas, oida la opinion de las Partes. La Comision elegira su Presidente. La Comision tendra a su cargo la investigacion de graves hechos de violencia ocurridos desde 1980, cuya huella sobre la sociedad reclama con mayor

urgencia el conomimiento publico de la verdad. La Comision tendra en cuenta :

- a. La singular trascendencia que pueda atribuirse a los hechos a ser investigados, sus características y repercusion, asi como la conmocion social que originarian ; y
- b. La necesidad de crear confianza en los cambios positivos que el proceso de paz impulsa y de estimular el transito hacia la reconciliacion nacional.

Las características, funciones, facultades y demas cuestiones referentes a la Comision de la Verdad se expresan en el documento anexo correspondiente.

V. DECLARACION FINAL

Las Partes dejan constancia de que el anterior enunciado representa una sintesis de los principales acuerdos politicos a los que han llegado durante la ronda de negociaciones que ha tenido lugar en Mexico, D.F., entre el 4 de abril de 1991 y la presente fecha. Dicha sintesis en ningun modo puede disminuir, desvirtuar o contradecir el texto autentico de la totalidad de los acuerdos alcanzados, que se acompanan como anexo al presente documento.

Asimismo las Partes reafirman su compromiso de ejecutar todas las acciones que sean necesarias para dar pleno cumplimiento a lo convenido. En particular, el Gobierno de El Salvador se compromete solemnemente a promover ante la Legislatura vigente la aprobacion de las reformas constitucionales acordadas entre las Partes en esta ronda de negociaciones. Lo relativo a la ratificacion de dichas reformas sera materia de consideracion en el marco de las negociaciones en curso, en el contexto del calendario para la aplicacion de los futuros acuerdos.

Las Partes se comprometen a continuar las negociaciones dentro de un esquema concentrado, que continuara la discusion de la tematica convenida en la Agenda de Caracas, en orden a alcanzar, con prioridad, un acuerdo politico sobre la Fuerza Armada y los acuerdos necesarios para el cese del enfrentamiento armado bajo la verificacion de la Naciones Unidas.

Estas negociaciones requeriran de una cuidadosa preparacion adicional con base en el importante trabajo que se ha adelantado en el curso de los ultimos meses y mas intensamente en las ultimas semanas. Dicha preparacion es inherente al proceso de negociacion, de modo que no debe considerarse que este queda interrumpido. En efecto, se ha previsto una breve reunion directa de caracter organizativo a principios de mayo y la reanudacion de la negociacion directa en la segunda quincena. Como de

costumbre, ni las fechas precisas ni el lugar seran materia de anuncio previo.

VI. DECLARACION UNILATERAL DEL FMLN

El FMLN dejo constancia de que la redaccion del articulo 211, en el punto que define a la Fuerza Armada como institucion "permanente", no es acorde con su posicion sobre el particular ; y dejo sentado que considera pendientes de negociacion reformas constitucionales, entre las que destacan la desmilitarizacion, el articulo 105 relativo a los limites de la propiedad de tierras rusticas y la necesidad de abrir el mecanismo de reforma a la Constitucion, ya sea por la reforma al articulo 248, o por otros procedimientos como la consulta popular. Sobre todos estos puntos el FMLN mantiene sus posiciones.

Ciudad de Mexico, 27 de abril de 1991

*En representacion del
Gobierno de El Salvador :*

*En representacion del Frente
Farabundo Marti para la
Liberacion Nacional :*

Dr. Oscar Santamaria

Cmdte. Schafik Handal

Cnl. Juan Martinez Varela

Cmdte. Joaquin Villalobos

Cnl. Mauricio Ernesto Vargas

Salvador Samayoa

Dr. David Escobar Galindo

Ana Guadalupe Martinez

Dr. Abelardo Terros

Dr. Rafael Hernan Contreras

Alvaro de Soto
Representante del Secretario General
de las Naciones Unidas